

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2014

*Volume XV*

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# SYRIE : OÙ EN EST L'INSURRECTION ?

PAR

ADAM BACZKO (\*), GILLES DORRONSORO (\*\*)

et ARTHUR QUESNAY (\*\*\*)

## L'AGGRAVATION DE LA CRISE

La poursuite de la guerre en Syrie est porteuse de trois risques (1).

Premièrement, ce conflit affecte directement la sécurité des pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), en premier lieu l'Europe. En s'installant dans la guerre, la Syrie devient une plaque tournante du djihadisme international : plusieurs milliers d'étrangers y ont combattu depuis 2011, intégrant des groupes locaux ou formant leurs propres groupes. Ainsi, avec un recrutement majoritairement non syrien, l'Etat islamique en Iraq et au Levant (EIIL, la branche iraquienne d'Al Qaïda) est de loin le principal bénéficiaire de cet afflux. De plus, l'instabilité politique en Libye, en Egypte, en Tunisie, au Liban et en Iraq alimente ces réseaux transnationaux, dont l'importance augmente rapidement dans les zones insurgées du Nord. La situation est d'autant plus préoccupante que la Syrie est facilement accessible à partir de la Turquie, à quelques heures seulement des capitales européennes. Face à cette situation, la Turquie n'a développé aucune procédure de contrôle de ses flux frontaliers. Les postes-frontières sont ouverts et les combattants internationaux vont et viennent librement.

Deuxièmement, la poursuite de la guerre et son internationalisation accroissent la ligne de fracture entre Chiites et Sunnites. Bien qu'idéologiquement laïque, le régime baath appartient à l'arc politique chiite (Iran, Iraq et Hezbollah libanais), tandis que les insurgés se tournent vers les pays du Golfe pour obtenir de l'aide. En particulier Al Qaïda, sous son label iraquien de l'Etat islamique, qui a désormais surmonté les effets du *surge* de 2007 en Iraq, a profité de ce contexte pour étendre sa présence à la Syrie : profitant du retrait américain d'Iraq et du désarmement des milices tribales sunnites par le régime

(\*) Doctorant à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS, France).

(\*\*) Professeur de Science politique à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I, France).

(\*\*\*) Doctorant à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I, France).

(1) Les données de cet article proviennent notamment de deux terrains en Syrie et en Turquie, en décembre-janvier 2012-2013 et en août-septembre 2013.

de Maliki, l'EILIL s'affirme à nouveau comme une composante majeure de l'insurrection antigouvernementale en Iraq. A partir de ce sanctuaire, l'organisation a créé, en janvier 2012, une branche syrienne, le Jabhat al-Nusra, dont une partie est devenue l'EILIL après le refus de la fusion en avril 2013 des branches syrienne et iraquienne. Dans l'autre camp, l'engagement du Hezbollah et de miliciens iraqiens chiïtes aux côtés du régime syrien aggrave l'aspect sectaire du conflit et provoque en réaction des appels au *djihad* de la part des prédicateurs sunnites les plus radicaux.

Enfin, l'accroissement de la population réfugiée (plus de 2 millions) et déplacée (plus de 5 millions) déstabilise les pays voisins (Jordanie, Liban, Turquie, Iraq) (2). On recense officiellement 700 000 réfugiés au Liban, en réalité probablement plus d'un million, pour une population d'un peu plus de quatre millions. De plus, le coût de la crise sur un plan humanitaire va désormais s'élever à plusieurs milliards de dollars par an (sans doute entre cinq et dix) pour des années à venir. La Turquie a déjà dépensé un milliard de dollars pour les réfugiés, dont à peine 130 millions ont été couverts par la « communauté internationale ».

L'insurrection syrienne peut s'analyser à partir d'un paradoxe apparent : la montée d'une organisation civile de plus en plus fonctionnelle à l'intérieur de la Syrie va de pair avec des divisions politiques plus sensibles, notamment entre la représentation extérieure et les groupes de l'intérieur, alors même que les mouvements djihadistes globaux prennent une importance croissante. Si cette dynamique s'affirme, la fragmentation politique débouchera, comme autrefois en Afghanistan ou actuellement en Libye, sur des affrontements entre groupes issus de l'insurrection. De plus, les tensions communautaires se sont nettement aggravées. Les Alaouites sont partis des territoires tenus par l'insurrection, qui radicalise son discours contre une communauté accusée d'être liée au régime. De la même façon, les relations entre Musulmans sunnites et Chrétiens se détériorent. On observe, enfin, des mouvements de panique des Kurdes, tandis que les Druzes vivent plus que jamais repliés sur leur territoire.

Afin de dresser un état des lieux de l'insurrection syrienne à l'hiver 2013, nous reviendrons d'abord sur la construction des institutions révolutionnaires par les insurgés et les dynamiques sociales sous-jacentes, puis, dans une seconde partie, nous aborderons la question des groupes radicaux dont l'influence est croissante.

#### LES INSTITUTIONS CIVILES DE L'INSURRECTION

En moins de deux ans, malgré des moyens humains et financiers limités, des institutions civiles ont émergé dans les zones conquises par l'insurrection au nord de la Syrie. Cette expérience de reconstruction d'un système administratif a permis la remise en route des services publics et constitue la base d'une alternative au régime de Damas.

(2) Cf. le site Internet [data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php](http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php).

Le développement d'une administration civile commence dès l'été 2012, grâce aux militants qui participaient jusque-là à l'organisation des manifestations. Déjà en 2011 de nombreux réseaux d'entraide informels s'étaient constitués pour soutenir le mouvement de protestation pacifique. Ces groupes, peu structurés, fournissaient notamment quelques soins médicaux. En parallèle à cette reconstruction par le bas, la Coalition nationale syrienne (al-Itilaf al-Watani al-Suri), qui regroupe les différentes composantes de l'opposition syrienne, a développé sa propre structure de coordination des institutions civiles au niveau des gouvernorats et des municipalités. Ainsi à Alep, un Conseil transitoire révolutionnaire du gouvernorat (al-Majlis al-Intiqâlî al-Thawrî li-Muhâfaza) organise une administration au niveau du gouvernorat et de la ville.

Au début de l'année 2013, l'intégration des deux processus – la reconstruction par le bas d'institutions locales et la tentative de les coordonner par le haut – a permis la tenue d'élections indirectes en Turquie. Des personnalités consensuelles désignées par la Coalition ont choisi des centaines de délégués dans les parties des gouvernorats d'Idlib, d'Alep et de Raqqa contrôlées par l'insurrection. Ce corps électoral a élu un Conseil du gouvernorat (Majlis al-Mouhâfaza) et un Conseil municipal (Majlis al-Madîna). A Alep, Mohammed Yaha Nana, ancien fonctionnaire de la municipalité, et Ahmed Azuz, activiste de la première heure, sont respectivement élus gouverneur et maire de la ville. Chacun est à la tête d'une équipe de plus d'une centaine de personnes, sélectionnées pour leurs compétences professionnelles et pour leur légitimité politique.

L'administration rebelle est traversée par une coupure croissante entre institutions à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie. Cette division reflète en partie des contextes d'action différents. Les Syriens qui représentent l'insurrection à l'extérieur interagissent avec des représentations diplomatiques ou humanitaires pour obtenir des fonds pour l'insurrection. En outre, les partis en exil, comme les Frères musulmans ou la gauche laïque, ainsi que les figures historiques de l'opposition syrienne y sont en concurrence. A l'inverse, les institutions dans les zones insurgées sont généralement animées par des néophytes en politique, confrontés aux demandes de la population, essentiellement le rétablissement des services publics.

La distance entre l'intérieur et l'extérieur s'explique aussi par des oppositions sociales. Au sein des institutions civiles de l'intérieur, les classes moyennes dominent. Du fait d'un engagement précoce dans l'opposition et de compétences techniques (diplôme, expérience dans l'administration) précieuses dans un contexte de départ en exil de la plupart des diplômés, ces hommes et – plus rarement – ces femmes sont devenus le moteur de la construction des institutions en zone insurgée, dont Alep représente l'exemple le plus avancé.

L'écart est frappant avec les activistes syriens qui agissent à l'extérieur, notamment en Turquie ou en Europe. Ces derniers appartiennent souvent à des familles aisées, voire aux grandes familles dominantes dans l'Empire ottoman. Leurs réseaux sociaux leur ont permis de sortir plus facilement du pays car la plupart sont détenteurs d'un passeport. Leurs diplômes et la maîtrise

des langues occidentales ont ensuite facilité l'insertion au sein de la Coalition nationale syrienne et des nombreuses organisations internationales (non gouvernementales par exemple). Ces activistes de l'extérieur manifestent souvent une distance sociale avec les membres des conseils municipaux et de gouvernorat. En définitive, une véritable coupure existe entre les activistes de l'intérieur, qui bénéficient des bouleversements sociaux pour occuper des positions d'autorité, et ceux de l'extérieur, dont le rôle de représentation implique des interactions surtout avec des acteurs internationaux.

#### LES FAUTEURS DE TROUBLES

Au lieu d'appuyer la formation des nouvelles institutions en zones rebelles, les mouvements liés à Al Qaïda et au PKK ont développé leurs propres structures politico-militaires au service d'un projet politique alternatif. Deux éléments particularisent ces organisations sur la scène politique syrienne.

D'abord, en contradiction ouverte avec l'unanimité qui a prévalu dans les premiers mois de la mobilisation, ces mouvements sont dans une logique explicite de fermeture communautaire, sur une base ethnique ou confessionnelle. Dans les cas du Jabhat al-Nusra et de l'EIIL, l'appartenance au Sunnisme comme fondement de la société politique installe les Chrétiens dans une situation inégalitaire et exclut les Alaouites, considérés ni comme Musulmans, ni comme des gens du Livre (Chrétiens et Juifs) (3). Dans le cas du PKK, l'identité kurde est le critère de formation d'une société séparée sur un territoire propre.

Ensuite, ces deux mouvements sont insérés dans des réseaux transnationaux et ont des objectifs qui surdéterminent leur stratégie en Syrie. Le PKK poursuit une stratégie régionale centrée sur la Turquie ; EIIL s'inscrit dans le mouvement djihadiste international.

#### *La révolution dans la révolution : du Jabhat al-Nusra à l'EIIL*

L'EIIL bénéficie d'un sanctuaire dans le Nord syrien en raison de la porosité de la frontière avec l'Iraq. Le danger est maintenant de voir ce mouvement fournir un *hub* pour les combattants du mouvement transnational du Sahel à l'Afghanistan. En effet, la dynamique dans les zones contrôlées par l'insurrection a été modifiée par la réorganisation d'Al Qaïda en Syrie.

Le Jabhat al-Nusra apparaît en janvier 2012 ; son programme vise au renversement du régime de Bachar al Assad et à l'instauration d'un régime politique fondée sur la *charia*. Ce programme ne distingue pas directement le mouvement du reste de l'insurrection. En effet, le fondement islamique de l'Etat et la moralisation des mœurs sont des idées largement partagées au sein de l'in-

(3) Le groupe fait explicitement référence aux Sunnites comme un groupe identitaire lorsqu'il revendique ses attentats. Cf. Al-Arabiya News, 21 mars 2012, disponibles sur le site Internet [english.alarabiya.net/articles/2012/03/21/202177.html](http://english.alarabiya.net/articles/2012/03/21/202177.html).

surrection (4). Les différences sont plus de degré que de nature sur la plupart des questions, notamment la destruction des mausolées ou les peines prévues par le Coran (*hudud*).

Toutefois, le Jabhat al-Nusra se singularise définitivement par son refus de participer aux institutions communes. Ainsi, de manière cohérente avec sa stratégie politico-militaire, il disposait en janvier 2013 – sur sa base à Alep – d'une cour pour juger les affaires civiles et militaires et d'une prison (5). Dans les campagnes, le Jabhat al-Nusra soutient en outre les cours indépendantes du système judiciaire (6). Enfin, le mouvement refuse son intégration dans l'ASL, mais siège au Conseil militaire (7). Cette indépendance est permise par des financements extérieurs et la présence de combattants aguerris en son sein. Depuis sa fondation, le Jabhat-al-Nusra a prêté allégeance à Ayman al-Zhawahiri, l'émir d'Al Qaïda centrale. Ce dernier a cherché à opérer un arbitrage entre les deux formations djihadistes concurrentes en Syrie : le Jabha et le l'EIIL. Il a finalement tranché en faveur du Jabha al-Nusra, seul représentant légitime d'Al Qaïda en Syrie, ce qui a entraîné une rupture violente avec l'EIIL. A ce titre, le Jabha al-Nusra bénéficie désormais du soutien et de l'appui logistique de plusieurs facilitateurs aguerris d'Al Qaïda centrale.

Sur un plan militaire, le Jabhat al-Nusra est perçu comme efficace et ses combattants sont réputés pour leur courage. Les attaques-suicides qu'ils revendiquent les positionnent comme une force à part au sein des combattants de l'ASL (8). Le Jabhat al-Nusra jouit d'une réelle sympathie au sein de la population arabe sunnite pour son intégrité, qui contraste avec le comportement de certains groupes de l'ASL. Il participe aux distributions d'aide, aux traitements des malades et des blessés, à l'acheminement du gaz et du pétrole d'Hasakah, ainsi que de la farine en provenance des campagnes du Nord. Son rôle dans la surveillance du transit des biens de première nécessité est crucial dans un contexte où l'augmentation du prix de l'essence se répercute sur les produits de consommation courante. Il est notamment crédité pour avoir mis fin à la corruption dans les approvisionnements de farine (9).

Créé en avril 2013, l'EIIL résulte de la fusion entre l'Etat islamique en Iraq et une scission du Jabhat al-Nusra. La plupart des étrangers et les éléments les plus radicaux du Jabhat al-Nusra ont rejoint l'EIIL lorsque des divergences ont éclaté entre la base syrienne du Jabhat al-Nusra et les djihadistes internationaux présents dans l'organisation. Alors que le Jabhat al-Nusra actuel se

(4) Peter HARLING, *Tentative Jihad : Syria's Fundamentalist Opposition*, Crisis Group Middle East Report, n° 131, 12 oct. 2012, p. 11. La coalition de groupes insurgés, tels qu'Ansar al-Islam, Suqur al-Sham, Amr Ibn al-A'as ou encore Al-Faruq, constituée sous le nom du Front de libération de la Syrie, prône ainsi l'application de la *charia*. Cf. le site Internet [syrialiberationfront.org/](http://syrialiberationfront.org/). Il en va de même de la liwa al-Tawhid et d'une large majorité de nos interlocuteurs, éduqués ou non, urbains comme ruraux

(5) Entretiens avec un activiste enfermé par le Jabhat al-Nusra à Alep et des membres de la Cour du conseil judiciaire uni d'Alep, janv. 2013.

(6) Entretiens avec des membres des cours d'Azaz et d'Al-Bab, déc. 2012 et janv. 2013.

(7) Entretien avec un membre du Conseil militaire d'Alep, janv. 2013.

(8) Peter HARLING, *op. cit.*, p. 11.

(9) Entretiens réalisés avec des responsables du Conseil transitoire d'Alep, janv. 2013.

concentre sur la lutte contre le régime, la priorité de l'EIIL est la lutte contre le Chiisme et la création d'un émirat islamique regroupant l'Iraq, la Syrie, le Liban et la Palestine. L'intégration entre les branches iraquienne et syrienne a permis à Al Qaïda de s'étendre, mais le mouvement ainsi formé est profondément étranger à la société syrienne du point de vue de l'idéologie, du recrutement et des ressources.

D'un point de vue idéologique, l'EIIL est perçu par les habitants et les autres groupes de combattants de l'insurrection comme un mouvement étranger. En effet, si le *djihad* est désormais le langage dominant de l'insurrection, il recouvre des réalités très éloignées de la doctrine d'Al Qaïda. Les catégories de « salafisme » et de « djihadisme » décrivent mal la complexité du jeu politico-religieux et la particularité de l'EIIL en Syrie réside dans sa pratique fréquente du *takfir* (excommunication). Inspirés par Sayed Qutb, les groupes takfiristes se réservent le droit de déclarer apostat un Musulman pratiquant, ce qui est punissable de mort. Les membres d'Al Qaïda justifient ainsi l'élimination de tout opposant politique. Cette pratique est professée par le mouvement, notamment par les imams des rares mosquées que le mouvement contrôle à Alep. Une telle idéologie est profondément étrangère à la population, qui s'inquiète de la montée en puissance de ce mouvement. De plus, la condamnation par l'EIIL du culte des saints, populaire en Syrie, illustre la distance qui existe entre l'organisation transnationale et la majorité des Syriens. La distribution, en août 2013, de nourriture à Raqqa montre que le mouvement commence à se préoccuper de son absence de base populaire. La radicalité du mouvement est également manifeste dans son traitement des minorités, notamment l'exécution de nombreux civils alaouites, accentuant la tournure confessionnelle du conflit.

L'EIIL est également un mouvement étranger par son recrutement et son organisation. Le groupe compte une majorité de combattants internationaux et la plupart des cadres ne sont pas syriens. Les Iraquiens sont particulièrement nombreux au sein de la chaîne de commandement, à commencer par son émir, Abu Bakr al-Baghdadi. En outre, plusieurs groupes regroupant exclusivement des combattants étrangers ont prêté allégeance à l'émir, à l'exemple de l'Armée des émigrés et des compagnons (Al-Jeish al-Muhajerin wa al-Ansar).

De plus, l'EIIL fonctionne de façon fermée, indépendamment de la dynamique générale de l'insurrection, et entretient des relations très réduites avec cette dernière. Les combattants de l'ASL et civils connaissent mal le mouvement et tous décrivent des contacts difficiles. Alors que dans les unités rebelles, y compris Jabhat al-Nusra, les combattants sont relativement libres de quitter leur organisation, les combattants de l'EIIL sont tenus par le serment (*bayat*) de soumission aux émirs, lesquels contrôlent leur vie personnelle (par exemple les visites à la famille sont découragées). Les combattants sont sans cesse déplacés entre les différentes unités pour limiter les liens personnels. Au final, l'EIIL est isolé du reste des révolutionnaires syriens et son expansion ne reflète pas une grande popularité.

Enfin, du point de vue des ressources (hommes, argent, armes, compétences), l'EIIL fonctionne selon une logique différente du reste de l'insurrection. Il dépend d'un circuit logistique de l'Est vers l'Ouest, du sanctuaire iraquien vers le débouché méditerranéen. L'Iraq offre un espace d'entraînement, de transmission de compétence militaire et de financement au mouvement. A l'inverse, l'ASL se développe le long d'un axe Nord-Sud, s'appuyant sur le sanctuaire turc pour descendre vers les fronts de Hama, de Homs et de Damas. La sécurisation des flux d'hommes, d'armes et d'argent est une source de conflits entre les groupes.

La stratégie d'EIIL n'est pas orientée vers le combat contre le régime de Damas. Le nombre de combattants du mouvement, probablement quelques milliers d'hommes, est largement inférieur à celui des autres brigades. Les combats auxquels l'EIIL a participé (prise de l'aéroport de Minnagh, l'usine d'armement d'Al-Safira, la base 17 dans le gouvernorat de Raqqa) sont des opérations de nettoyage des dernières positions gouvernementales dans le Nord. Bien médiatisées, elles sont politiquement importantes, mais sans grand impact militaire, et ne nécessitent pas de mobiliser des troupes sur une longue durée. Les rares fronts sur lesquels l'EIIL s'engage autrement sont dans des régions alaouites, notamment le nord de Latakiah.

En réalité, l'EIIL poursuit le contrôle des ressources des zones libérées du Nord syrien. Le mouvement ne cherche pas pour l'instant à administrer des territoires, ce qui suppose des ressources importantes, mais seulement à tenir des points stratégiques. Il se concentre depuis quelques mois sur le contrôle des routes vers la Turquie, prenant à chaque fois la ville la plus proche du poste-frontière, qui reste aux mains de l'ASL. Le mouvement a conquis, souvent par la force, al-Dana près du poste-frontière de Bab al-Hawa, Azaz pour celui de Bab al-Salam, la ville de Jarablus et Saluq à une dizaine de kilomètres de Tall Abiad. En quelques mois, l'EIIL s'est ainsi mis en position de couper les approvisionnements de l'ASL en provenance de la Turquie.

Dans cette perspective, l'affrontement contre le PKK dans les gouvernorats d'Alep et d'Hasakeh à partir du printemps 2013 est d'abord un conflit pour le contrôle de régions frontalières. L'organisation kurde, dont la stratégie est tournée vers la Turquie, contrôle en effet une série de territoires adossés à la frontière. Dans le Nord, l'EIIL assiège l'enclave d'Afrin et les villages kurdes à la frontière turque, notamment Duweidan, et encercle Qobane. Dans le Djezireh, à Sarakano et dans les campagnes autour de Qamishlu, l'EIIL mène depuis plusieurs mois de violentes offensives avec le soutien du Jabhat al-Nusra et de certaines brigades de l'ASL. Ces attaques visent explicitement à éliminer le PKK en Syrie et sont à même de conduire à un affrontement généralisé contre les Kurdes. On relève ainsi de nombreux pillages de maisons et enlèvements de civils, avec pour effet un accroissement du nombre de réfugiés kurdes au nord de l'Iraq.

De même, l'EIIL s'empare des lieux de production et de stockages des différentes ressources : silos à grains, usines, antennes téléphoniques, points de distribution du gaz ou du pain. Plus généralement, en assurant lui-même le

transport de certaines denrées et en établissant des barrages à des points stratégiques, l'EIIL fait pression sur les autres groupes de l'insurrection en contrôlant leur approvisionnement.

La stratégie de l'EIIL débouche fréquemment sur un affrontement avec les brigades de l'ASL, alors que les combats entre unités insurgées sont rares et gardent une dimension très locale. Au contraire, l'EIIL poursuit une stratégie agressive et globale, qui lui confère un avantage décisif sur un mouvement insurrectionnel fragmenté. Là où l'ASL envisage des enjeux locaux, l'EIIL suit une stratégie globale. Par exemple, afin de prendre le contrôle de la route menant à la frontière de Bab al-Hawa, l'EIIL a attaqué la ville d'ad-Dana le 6 juillet 2013. Les combats ont fait près de trente morts parmi l'ASL, tandis qu'Al Qaïda prend le contrôle de la ville en s'alliant à d'autres groupes locaux. De la même manière, l'EIIL a accru son influence à Raqqa en défaisant, une par une, les brigades de l'ASL. Enfin, l'EIIL n'a pas hésité à attaquer al-Tawhid, l'une des plus grandes brigades du Nord, dans sa ville d'origine, Marra, pour s'emparer d'un silo de grain. Dans ce cas, la confrontation n'a pas débouché sur des combats, car l'EIIL s'est retiré face à la mobilisation des bataillons d'al-Tawhid. De plus, l'EIIL élimine les activistes qui s'opposent publiquement à lui et assassine les membres des institutions qui refusent de se soumettre. Ainsi, l'imam de la grande mosquée de Mambij et un juge à Azaz ont été tués en août 2013.

Enfin, l'EIIL cherche à interdire le Nord syrien aux Occidentaux. La multiplication des enlèvements depuis quelques mois fait du Nord syrien une région plus dangereuse que l'Iraq à ses pires moments (10). L'origine des enlèvements n'est pas déterminable, mais il est certain que l'EIIL est directement responsable de la plupart des disparitions de l'été 2013 à Raqqa et à Alep. De plus, le mouvement a séquestré plusieurs Occidentaux travaillant pour des organisations non gouvernementales (ONG) dans le gouvernorat d'Alep et confisqué les biens d'une ONG occidentale dans le gouvernorat de Raqqa. Néanmoins, si l'EIIL souhaite l'exclusion totale des Occidentaux, la présence de Syriens travaillant pour des ONG est encore acceptée. Cela rappelle la politique des Talibans en Afghanistan, qui acceptent l'aide humanitaire afin de se légitimer auprès de la population, tout en excluant les Occidentaux. Enfin, les enlèvements ciblés d'activistes ou de journalistes syriens se sont multipliés, en particulier les *fixers* travaillant pour la presse occidentale. L'EIIL semble ainsi chercher à contrôler l'information, comme il le fait dans les régions sunnites irakiennes ou comme les mouvement djihadistes le font dans les zones tribales pakistanaïses.

### ***La carte ethnique : le PKK et l'instrumentalisation des Kurdes***

La guerre civile en Syrie a fourni au PKK (11) l'occasion de se réimplanter en Syrie après plus de dix ans d'absence. En effet, le PKK a une longue histoire de

(10) Cf. notamment les rapports de Reporters sans frontières.

(11) En 2003, dans le prolongement de sa stratégie d'implantation dans les autres régions kurdes, le PKK a créé, dans la clandestinité, un parti frère, le Partiya Yekitiya Demokrat (PYD ou Parti de l'union démocratique), à un moment où l'implantation partisane du PKK a été pratiquement détruite en Syrie. Cf. Jordi TEJEL, *Syria's Kurds. History, Politics and Society*, Routledge, 2009, p. 79.

collaboration avec le régime de Damas. Depuis son départ de Turquie en 1979 jusqu'à la fin des années 1990, l'état-major du PKK est installé en Syrie (12). A cette époque, les autres organisations kurdes sont sévèrement réprimées, mais le PKK peut recruter des Kurdes syriens à condition de ne pas agir en Syrie même (13). En 1998, cédant aux pressions turques, Hafez al Assad expulse Abdullah Öcalan, le chef charismatique du PKK. Dans le même temps, les services de sécurité syriens démantèlent le PKK et arrêtent des centaines de militants entre 1998 et 2011.

Pendant la généralisation des manifestations en 2011, le PKK négocie avec Damas son retour dans les territoires kurdes en échange de la neutralisation du mouvement de protestation. Ainsi, le gouvernement syrien sous-traite au PKK la répression des manifestations dans le cadre de sa stratégie de communautarisation du conflit (14). En échange, les forces de sécurité n'interviennent plus dans les trois régions kurdes du nord de la Syrie à partir du printemps 2011. Les troupes du régime restent ainsi casernées jusqu'au 19 juillet 2012, lorsque la prise d'une large partie du Nord par l'ASL conduit le régime à évacuer les zones kurdes pour enlever à l'ASL tout prétexte d'intervention. Le PKK prend immédiatement la suite du régime. Cette transition, soigneusement préparée, s'est faite sans violence dans les enclaves du Nord ; les villes kurdes n'ont subi aucune destruction. Dans les quartiers d'Ashrafiye et de Sheikh Makhsud à Alep, la situation est différente, avec la prise de contrôle de l'insurrection et l'éviction du PKK.

Fort du soutien de Damas, le PKK s'est réimplanté avant les autres formations kurdes syriennes. Avec des militants expérimentés et une organisation transnationale efficace, il s'est imposé dans les enclaves kurdes. Par un usage ciblé de la violence, le PKK a marginalisé les autres partis kurdes, très fragmentés et sans organisation militaire (15). Les accords d'Erbil, conclus sous la médiation de Masud Barzani, président de la région du Kurdistan d'Iraq, ont en réalité avalisé la domination du PKK (voir encadré).

(12) D. McDOWALL, *The Kurds of Syria*, KHRP, Londres, 1998, p. 65.

(13) On estime qu'entre 7 000 et 10 000 Kurdes syriens ont été tués dans des affrontements avec l'armée turque. Cf. H. MONTGOMERY, *The Kurds of Syria : an Existence Denied*, Europäisches Zentrum für Kurdische Studien, Berlin, 2005, p. 134.

(14) De nombreux entretiens auprès des activistes et kurdes à partir de Paris, d'Erbil (Irak), et dans les régions d'Afrin et de Qobane, en décembre 2012 et janvier 2013, mentionnent des arrestations, détentions et intimidations de la part du PYD. Cf. aussi le site Internet de Kurd Watch, [www.kurdwatch.org/?aid=2732&z=en&eure=1009](http://www.kurdwatch.org/?aid=2732&z=en&eure=1009).

(15) Peter HARLING, « Syria's Kurds : a struggle within a struggle », *Crisis Group Middle East Report*, n° 136, 22 janv. 2013, p. 15.

### LE CNKS (16)

Le Conseil national kurde de Syrie (CNKS) est actuellement dans une impasse en raison de la politique du PKK – qui lui interdit toute action dans les zones kurdes – et de ses prises de position – qui le marginalisent au sein de la Révolution syrienne.

Créé le 26 octobre 2011 dans la ville de Qamishli, le CNKS regroupe seize formations politiques, mais très peu de militants. De plus, il s'agit d'une coordination lâche, plus que d'une structure politique unifiée. Sans ressource propre, les membres du CNKS dépendent du soutien de Masud Barzani, le président de la Région du Kurdistan d'Iraq (KRG). Ce dernier a tenté de lutter contre l'influence grandissante du PKK avec les Accords d'Erbil, conclus entre le CNKS et le PYD/PKK le 11 juillet 2012, renouvelés en septembre 2012, puis en août 2013. Ces derniers prévoient un partage de l'influence dans les zones kurdes, notamment par le biais de forces de sécurité communes. Cependant, l'application de ces accords s'est heurtée à la résistance du PKK, militairement dominant et soutenu officieusement par le régime syrien. En raison de sa dépendance vis-à-vis du Kurdistan d'Iraq, le CNKS privilégie une rhétorique pan-kurde et refuse, en conséquence, de rejoindre la Coalition nationale.

A travers le Partiya Yekitiya Demokrat (PYD ou Parti de l'union démocratique) et une coalition d'associations civiles, le Tevgera Kurden Demokrat (Tevdem ou Mouvement socio-démocrate), le PKK dispose des relais institutionnels pour gérer les enclaves kurdes. Les responsables locaux parlent de ces organisations comme de l'« *émulation du peuple* » (17), bien que le PKK dirige sans équivoque cette coalition de façade : il lui impose sa ligne politique, la finance et contrôle étroitement le recrutement de ses membres. Ces derniers sont encadrés par des cadres du parti originaires de Syrie ou revenus de l'étranger. Afin d'organiser la défense des territoires kurdes, le PKK a créé une force d'autodéfense du peuple, le Yekineyen Parastina Gel (YPG ou Unités de défense du peuple), qui, commandée par des militants aguerris du PKK, mobilise l'ensemble de la population masculine et une partie de la population féminine dans un système de conscription.

Le parti œuvre depuis l'été 2012 à sanctuariser ces territoires et à développer des institutions civiles (18), ce qui se heurte à deux limites. Premièrement, les populations kurdes sont majoritaires dans trois poches de peuplement qui ne

(16) Entretiens réalisés à Paris en septembre 2012, à Erbil en février, septembre et décembre 2012, à Qobane en décembre 2012 et à Afrin en janvier 2013.

(17) Entretiens avec des membres du TEV-DEM, du PYD et des différentes institutions civiles liées au PYD à Erbil, Qobane et Afrin entre décembre 2012 et janvier 2013.

(18) Entretiens avec des membres des maisons du peuple (Mala Gal), des municipalités, des écoles, des hôpitaux et des tribunaux à Qobane, en décembre 2012, et Afrin, en janvier 2013.

forment pas un territoire unifié. De surcroît, près de la moitié de la population kurde réside à Alep et à Damas dans des quartiers plus difficiles à contrôler. Deuxièmement, les régions kurdes dépendent des régions arabes pour l'approvisionnement en denrées alimentaires et en énergie.

Pour le PKK, la guerre civile en Syrie s'inscrit dans une lutte régionale qui se joue en Syrie, en Iraq, en Iran et, surtout, en Turquie. Les régions sous contrôle du PKK en Syrie sont redevenues des sanctuaires pour ses combattants (19). Les régions kurdes de Syrie deviennent aussi une source de revenus pour le PKK par le biais de contributions obligatoires des principaux commerçants et l'exploitation des forêts domaniales. Le PKK a consommé sa rupture avec l'insurrection et les accrochages sont récurrents au poste-frontière de Ras al-Eyn et dans les quartiers kurdes d'Alep.

#### LES APORIES DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE

Au final, l'insurrection syrienne souffre de ses contradictions internes et de l'absence de politique cohérente de la part des Occidentaux. Or l'aggravation de la crise aura des conséquences directes pour les pays occidentaux et les équilibres politiques du Moyen-Orient. Pourtant, confrontés à cette crise majeure, les Etats-Unis ont refusé des livraisons d'armes aux insurgés ou la mise en place d'une *no fly zone*, pariant sur des négociations avec Bachar al Assad pour dégager un compromis entre le gouvernement syrien et l'opposition dans le cadre d'un accord international (Processus de Genève).

En conséquence, une aide insuffisante à l'insurrection syrienne a entraîné une stabilisation du front et l'affaiblissement des groupes modérés. Le sempiternel argument des « armes qui tombent dans de mauvaises mains » n'a guère de sens, puisque les combattants les plus radicaux s'arment directement en Iraq. Pour autant, une victoire rapide du régime de Damas est peu probable. Tant que les frontières turque et jordanienne demeureront ouvertes, le régime ne pourra pas reprendre le contrôle du pays. L'aide des Etats du Golfe ne s'interrompra probablement pas, l'Arabie saoudite étant engagée aux côtés de l'insurrection en raison de son opposition à l'Iran.

Enfin, les efforts pour négocier sont probablement voués à l'échec, comme la politique de Damas, marquée par le refus de toute ouverture politique et une large autonomie par rapport à ses alliés. Ainsi, les relations très proches avec le Qatar ou les conseils de modération du Hezbollah libanais n'ont pas permis d'influer sur la ligne radicale du régime dès les premières manifestations pacifiques de 2011. Depuis, le régime de Damas envoie tous les signes d'une détermination à éradiquer toute opposition armée ou non. Les arrestations de protestataires « pacifiques » continuent, ce qui indique bien la volonté d'élimi-

(19) Cette situation ne va pas sans rappeler celle des années 1982-1998, lorsque la Syrie servait de sanctuaire aux opérations du PKK contre la Turquie. A ce sujet, cf. Ismet VANLY, « The Kurds in Syria and Lebanon », in P. G. KREYENBROEK (dir.), *The Kurds. A Contemporary Overview*, Routledge, Londres/New York, 1992.

ner toutes les personnalités acceptables par l'opposition dans le cadre d'un règlement négocié. De même, l'usage d'armes chimiques contre la population civile montre que le régime fonctionne dans une logique de terreur qui exclut toute réconciliation. Les centaines de victimes civiles du bombardement au gaz du 21 août 2013, un an jour pour jour après le discours d'Obama sur la ligne rouge et au moment où une équipe des Nations Unies enquêtait, est une provocation du régime (20). Les bombardements systématiques des populations civiles pendant l'hiver 2013-2014 indiquent, s'il en était besoin, que le régime est dans une logique d'extermination de l'opposition. Du côté de l'insurrection, les exactions du régime et la radicalisation idéologique d'une partie des combattants rendent impossible un compromis. L'opposition étant très fragmentée, aucun acteur n'est aujourd'hui susceptible de prendre des engagements au nom de l'opposition avec la certitude d'être suivi sur le terrain.

#### BIBLIOGRAPHIE

- Adam BACZKO / Gilles DORRONSORO / Arthur QUESNAY, « Mobilisations par délibération et crise polarisante. Les protestations pacifiques en Syrie (2011). », *Revue française de science politique*, vol. LXIII, n° 5, oct. 2013, pp. 815-839.
- Adam BACZKO / Gilles DORRONSORO / Arthur QUESNAY, « Building a State in time of civil war », Carnegie Endowment for International Peace, 2013.
- Adam BACZKO / Gilles DORRONSORO / Arthur QUESNAY, « Between Al Qaeda and the Syrian regime : a path out of the current crisis », New America Foundation, 2013.
- François BURGAT / Bruno PAOLI (dir.), *Pas De Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, La Découverte, Paris, 2013.
- Peter HARLING, *Tentative Jihad : Syria's Fundamentalist Opposition*, Crisis Group Middle East Report, n° 131, 12 oct. 2012.
- Tejel JORDI, *Syria's Kurds. History, Politics and Society*, Routledge, Londres, 2009.

(20) Doctors without borders a confirmé une attaque à l'arme chimique. Cf. les sites Internet [www.doctorswithoutborders.org/press/release.cfm?id=7029&cat=press-release](http://www.doctorswithoutborders.org/press/release.cfm?id=7029&cat=press-release) et [www.theguardian.com/world/2013/aug/21/syria-chemicals-weapons-experts-lethal-toxin](http://www.theguardian.com/world/2013/aug/21/syria-chemicals-weapons-experts-lethal-toxin).